



Du parti progressiste nigérien au *Sawaba*

L E nom de Djibo BAKARY est évoqué à plusieurs reprises dans les pages précédentes. Le rôle politique qu'il a joué dans l'histoire récente de son pays fait de lui un témoin privilégié d'événements souvent mal connus.

Il n'était donc pas inutile de lui donner ici la parole afin qu'il en livre sa version, pièce supplémentaire à verser à ce dossier « Niger » ouvert par Politique africaine.

Djibo Bakary parle

Quel a été votre itinéraire personnel et le cheminement qui vous a conduit à votre engagement politique ?

Je suis né en 1922 à Soudouré, un village à 12 km de Niamey, dont mon père était le chef. A sept ans, j'ai été confié par mon père à son petit frère, qui m'a pris avec lui à Tahoua où il servait comme interprète. Il s'appelait Bakary et c'est sous ce nom qu'il m'inscrivit à l'école élémentaire : Djibo Bakary. Quelques années plus tard, en venant en congé au village, il m'a ramené avec lui. Je suis entré alors à l'école régionale de Niamey pour y faire le cours moyen, puis à l'école primaire supérieure. J'aurais dû y rester trois ans. Ma maîtresse française a trouvé que j'y aurais perdu mon temps. Sur son insistance, ma famille m'a fait faire un jugement supplétif qui me vieillissait d'un an en me faisant naître en 1921. Ainsi j'avais l'âge requis pour me présenter, après deux ans d'EPS, au concours d'entrée à l'École normale William Ponty. Je fus reçu.

C'est en janvier 1938 que je suis arrivé à Sébikhotane où venait d'être transférée l'École, précédemment installée à Gorée. Ma promotion était la plus nombreuse depuis la création de l'École et j'y ai lié de nombreuses amitiés. C'est là que j'ai commencé à faire du scoutisme, dans les Éclaireurs de France. Et quand, après trois années passées à Sébikhotane, j'ai été envoyé comme instituteur à Niamey, j'y ai créé une troupe d'Éclaireurs qui portait le nom de Monteil (1). Nous étions alors sous l'autorité du gouvernement de Vichy, et notre mouvement n'était pas tellement bien vu, ne serait-ce que parce que nous chantions d'autres chants que « Maréchal, nous voilà »... !

C'est sans doute pour cela que je fus envoyé à l'école élémentaire de Birni N'Konni, puis finalement à Agadès, la cité du Sahara nigérien. Là, toujours dans le cadre du scoutisme, nous organisions des soirées récréatives, nous jouions des saynètes. Et les quelques bourgeois et marabouts de la ville étaient contents de cette animation.

En octobre 1945, pour la première fois, l'Afrique noire devait voter pour désigner ses représentants à la première Assemblée nationale constituante française. Il y avait alors deux collèges électoraux, l'un composé de citoyens français, l'autre de « sujets ». Le Niger formait une seule circonscription électorale avec le Soudan. Quelques Sénégalais, originaires des « quatre communes » et donc citoyens, vinrent me consulter. Lamine Guèye, le doyen des hommes politiques africains, avait demandé de voter pour Me Jean Silvanre, un notaire antillais. Au

deuxième collègue, un colonel français retraité, Henri Montchamp, un gaulliste, était le candidat de l'administration. Je faisais campagne pour Fily Dabo Sissoko et refusais de soutenir Montchamp. Cela me valut mon premier accrochage sérieux avec les autorités coloniales. Mais Fily Dabo Sissoko eut toutes les voix du deuxième collègue à Agadès.

Un régime colonial des plus durs

Notre groupe d'animation, qui était, à l'origine, apolitique, commença à s'intéresser à ces problèmes à cause des réformes en cours, notamment avec la suppression des peines de l'indigénat et du travail forcé. C'est sur ce dernier point que j'ai eu un nouvel affrontement avec les autorités. A l'époque, les femmes d'Agadès étaient réquisitionnées pour piler le mil, sans rémunération, chez les militaires et au camp pénal. Je suis parti demander à l'administrateur, un officier, de mettre fin à ce travail forcé. Après bien des discussions, il finit par accepter.

Au moment de la suppression des tribunaux indigènes, il y eut un autre accrochage. Un nommé Sidi Mohammed avait été dénoncé et accusé de meurtre par des chefs qui voulaient simplement se débarrasser de lui. Je fus désigné pour le défendre. Et c'est alors que j'appris que la date de suppression des tribunaux indigènes avait été fixée. Le commandant de cercle m'appela en effet et me dit : « Nous allons avancer la date du procès, sinon il va comparaître devant le tribunal ordinaire qui va l'acquitter. Il faut que cette crapule soit jugée et condamnée par le tribunal indigène avant sa suppression. » J'étais convaincu de l'innocence du malheureux, mais je n'ai pas pu empêcher qu'il soit jugé et condamné. Le président du tribunal indigène — qui n'était autre que le commandant... — m'a lancé des fleurs pour ma plaidoirie, mais le pauvre a été condamné à vingt ans de travaux forcés. Une semaine plus tard, il aurait été acquitté par le tribunal ordinaire, parce qu'il n'y avait pas de preuves. Dans ces cercles administrés par des militaires, parce que les autorités considéraient qu'ils n'étaient pas encore pacifiés, le régime colonial était beaucoup plus dur.

Notre groupe devenait de plus en plus politique. Fily Dabo Sissoko, apprenant que j'avais fait campagne pour lui, m'a écrit pour me remercier et me désigner comme son représentant à Agadès. Il vint à Niamey et, sur son inspiration, un certain nombre de personnalités, dirigées par Issoufou Saïdou Djermaakoye, créèrent, le 12 mai 1946, le PPN (Parti progressiste nigérien) sur le modèle du Parti progressiste soudanais. Dès que nous apprîmes la nouvelle, notre groupe donna son adhésion au nouveau parti. A l'époque, ni Hamani Diori, ni Boubou Hama n'étaient à Niamey.

Aux élections du 2 juin 1946, pour la Deuxième Assemblée nationale constituante, Fily Dabo Sissoko eut toutes les voix du deuxième collègue à Agadès. Tout le monde était derrière moi, même les chefs et les gardes-cercle.

Un nouvel incident

Le défilé du 14 juillet 1946 fut l'occasion d'un nouvel incident. Il n'y avait qu'une seule tribune couverte, à laquelle seuls les Européens avaient accès. J'ai demandé que les Africains y soient aussi admis pour pouvoir s'abriter, eux aussi, du soleil. Aux yeux du commandant, c'était une démarche très grave. Finalement, on monta une deuxième tribune pour les Africains. Mais l'administrateur, le commandant Chapelle, un spécialiste des régions sahariennes, en conçut de la rancune et envoya un message au gouverneur pour obtenir ma mutation à Zinder.

On fit alors courir le bruit qu'on allait me chasser et m'embarquer, ligoté, sur un camion, à deux heures du matin ! Les vieux sont alors venus me voir. Ils avaient à leur tête un vieux Sénégalais, venu comme cuisinier avec les colonnes de la conquête coloniale. Il était ensuite resté à Agadès où il était devenu un notable. Nous l'appelions Papa Sidika. Les vieux commencèrent alors à faire du bruit. Un jour où j'avais été convoqué par le commandant, Papa Sidika organisa une marche sur le bureau du cercle.

Ma mutation à Zinder avait été notifiée pendant les vacances. Comme j'en avais le droit, j'avais décidé de passer celles-ci à Agadès et de rejoindre Zinder seulement à la rentrée. Cela provoqua un échange de télégrammes entre le cercle et le chef-lieu. Ces télégrammes étaient en clair et tout le monde était donc au courant. Par tradition familiale, le président du PPN était proche des milieux militaires français. Néanmoins, il se mit en route pour Agadès, pour m'apporter son soutien. Lorsqu'il arriva à Zinder, on le découragea de continuer, en lui indiquant qu'il risquait de compromettre sa carrière pour un anti-Français. Il fit demi-tour.

A mon arrivée à Zinder pour la rentrée scolaire, les premiers à venir me voir à l'école furent les gardes-cercle. Ils venaient... prendre leurs cartes du parti ! Je n'avais pas encore reçu ces cartes, mais nous avons néanmoins créé une section du PPN.

Le commandant de cercle était un civil, un Breton comme le gouverneur Toby, son promotionnaire, qu'il appelait par son prénom, Jean-François. Il fut le premier à me parler du communisme et me dit : « Jean-François est trop bon ; il vous a donné seulement un blâme avec inscription au dossier. Moi, je vous aurais chassé. » Pour rentrer de l'école, je devais passer devant le cercle. Presque chaque soir, il m'interpellait, alors qu'il avait déjà copieusement bu.

La première élection à l'Assemblée nationale française eut lieu le 10 novembre 1946. Boubou Hama et Issoufou Saïdou Djermakoye étaient partis à Bamako, au Congrès constitutif du Rassemblement démocratique africain. On ne savait pas s'ils rentreraient à temps pour déposer leur candidature. Hamani Diori était, parmi tous les dirigeants du PPN, le plus proche de Niamey. C'est lui qui fut désigné. Issoufou Saïdou Djermakoye se présenta néanmoins, soutenu par une partie de l'administration, l'autre partie soutenant le Docteur Borrey. Diori, qui était venu à Zinder pendant la campagne, fut élu.

Vous n'avez donc pas participé au Congrès constitutif du RDA à Bamako. A cette époque, vous n'étiez même pas à Niamey. Vous aviez adhéré au PPN, mais comment celui-ci est-il devenu section nigérienne du RDA et comment en êtes-vous devenu, vous-même, le secrétaire général ?

Je suis venu à Niamey pour les funérailles de ma grande sœur. J'y ai trouvé un parti sans impact sur la population. Hamani Diori était à Paris. Boubou Hama était à Dori. On n'avait pas suffisamment associé les Africains non nigériens — ils sont nombreux au Niger — à la création du parti. Ils se tenaient sur la réserve. En allant les voir personnellement, j'ai pu en rallier un bon nombre.

A cette époque, le PPN n'était pas encore section nigérienne du RDA. Mais la tendance générale était favorable à cette affiliation. Finalement, l'assemblée générale du 19 septembre 1947, où ni Diori, ni Hama n'étaient présents, vota la transformation du PPN en section territoriale du RDA. Le président était un vieux Soudanais, Mamby Sidibé, qui avait remplacé Issoufou Saïdou Djermakoye, découragé par son échec électoral. Le secrétaire général, Courmo Barcougné, qui n'était pas très dynamique, démissionna aussi, et je fus élu à sa place.

C'est alors que commencèrent les activités politiques réelles. Avec Diori, qui était rentré de Paris, avec Boubou Hama, qui visait un siège de conseiller de l'Union française, nous avons fait une tournée à Zinder. Pour la première fois, les gens sont venus au-devant de nous à 5 km de la ville. Ma présence y était évidemment pour quelque chose : j'y étais connu. Boubou Hama avait préparé, de longue date, un discours. Mais, une fois à Zinder, il me dit : « *Petit — il a été mon maître d'école —, si je prononce ce discours, je risque de pas être élu conseiller de l'Union française. Il faut que tu le fasses à ma place.* » C'est alors que j'ai compris qu'il n'était pas un vrai militant, mais recherchait plutôt les honneurs.

Je ne pouvais remplir efficacement mes fonctions de secrétaire général en restant à Zinder. Sous la pression de mes amis, j'ai demandé une mise en disponibilité sans solde et je me suis installé à Niamey.

Quelles ont été alors vos activités au sein du PPN-RDA entre 1947 et 1950, tant sur le plan local que sur le plan interterritorial ?

A partir de 1947, ce furent les activités normales d'un secrétaire général. Il fallait structurer le parti et surtout inciter les gens à adhérer : nos seules ressources venaient des cotisations. Certains camarades, révoqués à cause de leurs activités politiques, se joignaient à moi pour cela.

Nous avons continué les grandes tournées pour organiser, à l'intérieur, les sous-sections du RDA. Après la tournée dont j'ai parlé, faite avec Hamani Diori et Boubou Hama jusqu'à Zinder et Magaria, j'en ai fait une autre avec Mamadou Djibrilla Maïga jusqu'au Lac Tchad, pour revenir par Agadès.

Nous avons aussi structuré la jeunesse en nous appuyant sur les *samaria*, organisations traditionnelles où garçons et filles sont séparés,

mais se retrouvent pour des activités communes. Nous avons redynamisé les *samaria* au service du parti.

Le premier procès que j'ai eu est venu de là : je collaborais à *Réveil*, le journal fait à Dakar par Etcheverry et où le RDA avait d'abord une page, avant que la publication devienne celle du mouvement. J'avais fait une souscription parmi les *samaria* pour soutenir *Réveil*. J'ai été poursuivi pour cela.

A partir de là, c'est presque chaque semaine que j'étais interpellé, convoqué, poursuivi. Les chefs de canton, à cause des tournées de collecte des cotisations, les administrateurs à cause des articles parus dans *Réveil*, multipliaient les procès. Il faut savoir que les administrateurs avaient reçu du Gouverneur général la consigne de poursuivre en diffamation tous les auteurs d'articles de presse qui les attaquaient.

Nos parlementaires étaient protégés par leur immunité : ils ne couraient donc aucun risque. Cependant, une fois, à la suite de la révocation de certains chefs de quartier de Niamey, le Comité directeur du PPN-RDA dont faisait partie Boubou Hama rédigea un communiqué de protestation que j'ai publié ; Boubou Hama m'en a voulu, parce qu'il craignait d'avoir des ennuis, alors qu'il ne s'agissait pas de diffamation, mais de faits bien établis et connus de tous, dont la dénonciation n'occasionna aucune poursuite.

J'ai été le représentant officiel du PPN-RDA au Congrès interterritorial du RDA, à Abidjan, en janvier 1949. C'était la première fois que je participais à un Congrès interterritorial. Celui-ci fut précédé par une école de cadres, animée par Gabriel d'Arboussier, avec la participation de dirigeants communistes, comme Raymond Barbé, Matarasso, Hervé.

Nos élus étaient apparentés au groupe parlementaire de l'Union des républicains résistants, de Pierre Cot et Emmanuel d'Astier, lui-même apparenté au groupe parlementaire communiste. Cet apparentement était une bonne chose : nos élus n'étaient pas assez nombreux pour constituer un groupe parlementaire ; il fallait qu'ils se joignent à ceux d'une autre formation. Les communistes étaient les plus « chauds » pour nous aider. Il était normal que nous nous joignions à eux. Ils ont eu une grosse influence sur une partie de l'élite du RDA, qui nous a conduits à nous rapprocher davantage du Parti communiste français. Mais jamais le RDA n'a été communiste. Certains d'entre nous se disaient marxistes, mais ils ne l'étaient pas réellement : ils croyaient, alors, que les communistes allaient revenir au pouvoir en France.

Le Congrès d'Abidjan fut celui du durcissement. L'influence de Gabriel d'Arboussier était incontestable. Nous l'aimions parce qu'il était éloquent, énergique et combatif. Même si nous n'avions pas la conscience communiste — nous étions des croyants —, l'effet communiste était incontestable.

Je suis revenu à Abidjan en tant que membre du Comité de coordination du RDA. Un mandat d'amener avait été lancé contre Houphouët-Boigny, le 26 janvier 1950. Modibo Keita et moi, nous sommes venus rejoindre Ouezzin Coulibaly et Gabriel d'Arboussier. Tandis que ces derniers allaient à Yamoussoukro, où Houphouët-Boigny s'était retiré, Modibo Keita et moi, nous sommes restés à Abidjan pour maintenir la pression populaire par des meetings, des grèves des travailleurs, des

grèves d'achat. La plupart des dirigeants ivoiriens étaient en prison à Grand-Bassam ou dans la clandestinité. On pouvait tout craindre si les autorités coloniales se mettaient en tête de vouloir faire exécuter le mandat d'amener contre Houphouët-Boigny : celui-ci était devenu le chef de file des Baoulé ; ces derniers sont des gens difficiles à motiver, mais une fois qu'ils sont partis, rien ne les arrête.

A l'occasion d'une élection partielle, on m'avait offert d'être conseiller général. J'ai refusé, parce que je voulais me consacrer au travail d'organisation du parti. Je n'ai jamais été personnellement candidat à aucun mandat parlementaire : une fois élu, on pense à autre chose qu'au travail de militant. Lorsque j'ai été élu, ce fut toujours sur l'insistance des autres. Cette fois-là, le Comité directeur se rendit à mes raisons. Mais il me demanda de désigner quelqu'un d'autre à ma place. J'ai donné le nom d'un camarade de l'école. Il fut effectivement élu conseiller général. Chaque fois qu'il venait à Niamey pour une session, il logeait chez moi.

En octobre 1950, le Comité de coordination a annoncé que les élus du Mouvement se désapparentaient du groupe parlementaire communiste. Une mission de trois députés, Mamadou Konaté, Ouezzin Coulibaly et Hamani Diori, fut chargée d'expliquer cette décision aux sections territoriales. Comment s'est déroulée leur visite à Niamey ? Quelles en ont été les suites ?

Il était entendu que le problème de l'appareil était du ressort des élus. Ce qui a choqué les hommes de terrain que nous étions a été la manière dont la décision a été prise sans que nous soyons consultés. Je me suis d'ailleurs clairement expliqué là-dessus dans le n° 47 du 4 février 1956 du journal bimensuel *Le Démocrate*, publié à Niamey :

« Si notre Bureau Politique avait tout d'abord, sur la suggestion de son président Dady Gaoh — et non du secrétaire général du Parti — refusé de recevoir la mission composée de Konaté, Ouezzin et Diori, cela était dû uniquement au fait que cette dernière, au lieu de lui adresser un message, s'était contentée d'aviser personnellement Boubou Hama — qui n'était pas membre du Bureau Politique — de son arrivée à Niamey. Notre position avait été adoptée par l'ensemble du Mouvement malgré les efforts personnels de Boubou Hama qui fut obligé de venir au domicile de Djibo pour solliciter une conciliation. Après consultation du président Dady Gaoh, contacté au bureau qu'il occupait à la direction des finances de Niamey, nous avons accepté de recevoir la mission, tout en réservant notre position quant au fond. Et ce fond, pour nous, n'avait rien à voir avec une question d'appareil avec les élus du PCF qui était laissée dès le départ à la discrétion de nos parlementaires, mais plutôt avec une tentative de livrer l'appareil du Rassemblement à l'administration coloniale par le truchement de ces mêmes élus qui se prélassaient dans les salons parisiens pendant qu'on traînait les responsables sur le terrain vers les salles de police et les cellules de détention préventive. Ceux-là, nous le savions depuis quelques années, ne pensaient plus qu'à conclure des marchés qui assureraient leur réélection, pour continuer à jouir des sinécures garanties pour lesquelles ils avaient pris goût.

C'était tout simplement l'entrée dans l'ère de la "personnalisation des rapports" qui dure toujours pour le plus grand malheur des peuples d'Afrique. »

On a voulu dire que je m'étais opposé au désapparentement parce que j'étais moi-même communiste. Mais voici ce que j'écrivais dans le même article de 1956 :

« Qu'il y ait eu dans ses rangs (du RDA) quelques rares marxistes, comme M. Boubou Hama au Niger, c'est un fait indéniable puisque nous savions tous qu'il avait télégraphié à Thorez en 1946 pour solliciter son inscription au PCF et qu'il exultait quand nous l'appelions "Mao" ou "Thorez". Mais la preuve est faite qu'il n'agissait ainsi que parce qu'il croyait ferme que le Parti de Thorez — à l'époque prépondérant — allait incessamment prendre le pouvoir en France. N'est-ce pas le même homme qui nous désigne aujourd'hui du doigt à ses nouveaux amis comme des suppôts du communisme mondial à abattre ? »

Ce que je dis là, je ne suis pas seul à le dire. Lors du 40^e anniversaire du RDA, le président Houphouët-Boigny a rappelé ceci : *« Quand je pris la parole, je dus revenir sur l'idée avancée par certains délégués (Boubou Hama était de ceux-là) de placer le RDA sous l'obédience du Parti communiste français. »*

Nous avons donc donné notre accord à la nouvelle orientation tout en condamnant la façon de procéder. Dès ce moment-là, les élus du PPN-RDA, Hamani Diori et Boubou Hama étaient en contact direct avec l'administration sans passer par la direction du Parti. Lorsque le gouverneur Toby partit en congé, ils l'accompagnèrent à l'aéroport. Cette démission politique n'était pas payée en retour : l'administration continuait à sévir contre nos militants.

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Une crise profonde secoua le PPN-RDA au bénéfice de l'UNIS (Union nigérienne des indépendants et sympathisants) soutenue par l'administration. Pour le prouver, il suffit de citer le rapport que le nouveau gouverneur, Casimir, écrivait en 1951 :

« Alors que la position de l'UNIS ne cessait de s'affirmer, celle de son adversaire, le PPN (section nigérienne du RDA) — chez lequel on avait déjà relevé en 1950 les premiers signes d'un malaise — devait être profondément ébranlé et atteint dans ses fondements mêmes par le changement de l'orientation politique adoptée par M. Houphouët. Au malaise des premiers mois, succéda l'inquiétude à l'approche des élections législatives, auxquelles la liste RDA se présenta presque perdante. Enfin, le discours prononcé par le président du Parti à Abidjan en octobre (1950) et la proclamation de sa rupture définitive avec le PC et son affiliation à l'UDSR mirent un comble au trouble des esprits et provoquèrent un véritable éclatement du Parti. Certains éléments se prononcèrent pour le ralliement à la nouvelle doctrine, d'autres restèrent fidèles aux vieilles méthodes d'opposition et d'"anti-colonialisme", d'autres enfin marquèrent leur déception en changeant de camp et tentèrent de rejoindre les rangs de l'UNIS. »

« (...) Au mois de mai (1951), une vive déception suivit une réunion publique tenue à Niamey par les leaders du RDA, parmi lesquels Hamani Diori, qui exposèrent quel allait être le nouveau visage du Parti. Toutefois, le député nigérien, épaulé par son brillant second Boubou Hama, qui fit preuve de beaucoup d'adresse dans ces habiles manœuvres, fut désigné à la quasi-

unanimité comme tête de liste d'Unité nigérienne. Mais ses principaux lieutenants hésitèrent à jouer les battus en seconde position, estimant que, seule, l'ancienne politique demeurerait valable et qu'une attitude conciliatrice envers l'administration était peu payante pour le parti. »

Les événements devaient nous donner raison : Hamani Diori et son second de liste, Harou Kouka, furent battus aux élections législatives du 17 juin 1951. Et le gouverneur Casimir conclut :

« Hamani Diori, parti en France, proclama de la Métropole son ralliement à celui-ci (Houphouët), cependant que Boubou Hama, resté au Niger, essayait d'entraîner le restant des troupes du RDA à le suivre dans cette nouvelle voie. (...) Dès le retour au Niger, fin novembre, de Hamani Diori, la désagrégation du PPN allait être consommée. Dans un discours prononcé en décembre (1951), l'ancien député proclama le ralliement officiel à la politique nouvelle qui ouvrirait, selon lui, une ère d'union. Cette hypothèse optimiste fut infirmée par la démission d'une forte minorité. »

C'est dans ce contexte que vous avez quitté le PPN pour créer l'Union démocratique nigérienne ?

Contrairement à ce qui a été dit dans certain meeting, je n'ai pas été exclu du PPN, j'en suis parti en claquant la porte. Il n'y a jamais eu de réunion où mon exclusion aurait été prononcée. J'acceptais le désapparement, mais je refusais de modifier notre politique sur place.

À partir de ce moment-là, je m'occupais principalement des syndicats. Pour dire ce que fut mon action en ce domaine, il vaut sans doute mieux citer des passages d'un rapport de l'Église catholique de Niamey à cette époque. Il y est dit que Djibo Bakary est *« intelligent, habile, actif et convaincu et jouit d'une popularité certaine »*. L'Union syndicale confédérale du Niger est *« seule capable de mener actuellement une action sérieuse dans le territoire, elle ne peut s'étendre sans rencontrer l'obstacle d'autres syndicats, mais il semble qu'elle soit appelée à avoir une place de choix »*. Quant au secrétaire général de l'UDN-RDAK (c'est ainsi que l'on désignait mon parti, le K signifiant Kominform...), il était dit qu'il *« conserve l'audience d'hommes politiques influents »*. Il s'agissait en particulier de Sékou Touré et d'Houphouët-Boigny : malgré la scission, ce dernier ne m'envoya-t-il pas en 1957 une lettre manuscrite pour me demander de faire une place aux leaders du PPN dans le gouvernement que je formais alors ?

Comme le notait la mission catholique, les syndicats exerçaient une influence réelle, grâce à quelques succès dans leurs revendications et à l'appui de la CGT.

J'avais créé un jardin dans mon village — j'ai toujours aimé jardiner — et mon action syndicale s'adressait d'abord aux salariés qui travaillaient dans ces jardins. Mais bientôt des paysans sont venus me trouver en demandant à prendre la carte du syndicat... Ce n'était pas possible, puisqu'ils n'étaient pas salariés. C'est alors que j'ai pensé créer l'Union démocratique du Niger — RDA pour ceux qui ne pouvaient pas se syndiquer.

Pourquoi avoir ajouté le signe RDA au titre de notre parti ? Mais

parce que dès le départ, nous nous considérons comme « fidèles à l'idéal du RDA », donc émanation authentique du RDA.

Le PPN a porté plainte, mais il a été débouté, puisque nous avons adopté une appellation différente de la sienne.

Cela nous permettait aussi de nous présenter à la réunion du Comité de coordination de Conakry (juillet 1955) avec quelque chose en main.

Mais à l'ouverture de la réunion, Houphouët-Boigny n'était pas là. Félix Tchicaya, vice-président, présidait la séance. Il vint me trouver pour me demander de quitter la salle : « *Vous avez abandonné le Mouvement pour devenir un agent du communisme. Votre place n'est pas ici !* »

Je suis parti, d'autres m'ont suivi, notamment les délégués du Sénégal et du Soudan. Quand Houphouët-Boigny est arrivé, il a essayé de rattraper la gaffe faite par Tchicaya, il m'a envoyé Modibo Keita et Sékou Touré. Il était trop tard, nous avons déjà fait un communiqué.

Mais justement, contrairement, à ce qui a été souvent écrit, le Comité de coordination du RDA, à cette réunion de juillet 1955 à Conakry, n'a pas eu à exclure l'UDN : à ses yeux, votre parti n'a jamais été reconnu comme section nigérienne du RDA, cette appellation étant réservée au PPN. Par contre l'Union démocratique sénégalaise et l'Union des populations du Cameroun ont alors été exclues du RDA. N'avez-vous pas pensé à ce moment-là à vous unir à ces deux partis, pour constituer un « RDA orthodoxe », fidèle à l'orientation originelle du Mouvement ?

A Conakry, l'UPC n'était pas représentée. Ses dirigeants avaient coupé les ponts depuis longtemps et n'avaient même pas demandé à venir. Ils ont été remplacés par des RDA orthodoxes aux yeux du Comité de coordination. L'UDS était représentée par Malick Gaye. Et Fadiala Keita, secrétaire politique de l'Union soudanaise était là aussi. Nous avons publié ensemble l'appel qui définissait notre position, mais par la suite, nous n'avons plus eu de contacts. Fadiala Keita est venu à Niamey. Mais nous n'avons plus eu de relations directes avec l'UPC. Quant à l'UDS, elle n'avait jamais constitué, ni dans l'opinion sénégalaise, ni au sein du RDA, une force qui comptait réellement. Elle n'était pas suffisamment représentative pour que nous puissions nous appuyer sur elle. Et déjà Doudou Guèye avait créé une section dans la ligne nouvelle du RDA, le Mouvement populaire sénégalais (MPS).

Donc après l'appel publié conjointement, nous n'avons pas gardé le contact.

Mais il est bon de savoir que les choses auraient pu se passer tout autrement. Quand je suis arrivé à Conakry, toutes les sections du Parti démocratique de Guinée, à l'exception de celle de Conakry, m'ont accueilli et ont tenu une réunion avec moi. Par là, elles voulaient manifester que je devais être au Comité de coordination, plutôt que les dirigeants du PPN, et que les « fantoches » venus du Cameroun et du Sénégal devaient être expulsés. La section de Conakry, qui recevait le CC, ne pouvait pas se joindre à cette manifestation, pas plus que Sékou Touré.

Comme je l'ai dit, Houphouët-Boigny était absent à la première

séance. Était-ce par calcul ? Toujours est-il qu'à son arrivée, il a essayé de réparer la gaffe de Tchicaya. Il m'a envoyé les deux dirigeants qui étaient les plus proches de moi, Modibo Keita et Sékou Touré, pour me demander de venir le voir. Je lui ai fait porter une lettre dans laquelle je disais que je n'étais pas seul et que je n'avais pas besoin d'aparté avec lui, que je ne me rendrais à son invitation que si elle était adressée aux autres signataires de l'appel. Cet appel était du 9 juillet et ma lettre du 10 juillet. Elle fut publiée dans *Le Démocrate* en février 1956.

Quelles ont été les étapes de la vie de l'UDN depuis sa création et ses rapports avec les mouvements interterritoriaux ? Comment s'est faite sa transformation en Sawaba et son adhésion au Mouvement socialiste africain ?

A l'origine, du fait des conditions de création de l'UDN, la plupart des dirigeants étaient des syndicalistes. Nous avons multiplié les tournées à l'intérieur pour sensibiliser la paysannerie. Contrairement à ce qu'écrivait le gouverneur Casimir (cf. *supra*), nous avions le terrain libre à l'est du territoire. A l'ouest, le PPN était plus solidement implanté. Et ses dirigeants me présentaient dans les villages comme un traître au RDA et à l'Afrique : j'étais, disaient-ils, devenu l'instrument de l'administration coloniale, j'étais du côté des Blancs... Même dans le village de ma mère, les gens m'ont posé des questions dans ce sens.

A l'est, nous étions plus à l'aise. Et dans l'autre partie du pays haoussa, celle qui se trouve au Nigeria, des éléments progressistes avaient créé, face à la féodalité locale, un parti dont le sigle était NEPU, mais que les gens appelaient Sawaba. C'est un mot haoussa d'origine arabe, intraduisible en français : il contient à la fois les idées de bien-être et de liberté. Bientôt, les populations de l'est nigérien ont aussi appelé l'UDN Sawaba, et ce nom lui est resté.

A l'époque, le mouvement de regroupement des partis se dessinait. Aux élections législatives du 2 janvier 1956, j'avais été élu, mais le gouverneur Ramadier nous a privé du siège qui nous revenait. A la page 111 de son livre *Noviciat d'un évêque*, Mgr Tchidimbo, ancien archevêque de Conakry, a écrit ceci : « *Au Niger, par un trucage savant dont seuls les politiciens ont le secret, l'élection de Djibo Bakary (un membre influent du PRA) sera annulée et un second tour fera élire le RDA Hamani Diori.* » Mgr Tchidimbo commet deux erreurs : le PRA n'existait pas encore et ce n'est qu'au Congrès constitutif de juillet 1958 à Cotonou que je deviendrai secrétaire général du Parti ; il n'y a pas eu de second tour, ce sont les résultats du premier tour qui ont été falsifiés. Mais cela n'ôte rien à la vérité de l'affirmation de Mgr Tchidimbo qui est un témoin impartial. Et d'ailleurs, dix-huit mois après ces élections, j'ai rencontré à Dakar le gouverneur Ramadier. Comme chef de territoire de la Guinée où il était alors, il participait, comme moi, à la réunion des présidents et vice-présidents des Conseils de gouvernement de la loi-cadre. Et il a reconnu, devant plusieurs personnes, qu'il avait reçu du gouvernement français la « consigne de ne pas laisser entrer un député communiste au Palais-Bourbon » (*siège de l'Assemblée nationale française*, NDLR).

Le 18 novembre 1956, eurent lieu les élections municipales. Niamey était désormais commune de plein exercice avec un maire élu, et Zinder, une commune de moyen exercice, avec l'administrateur à la tête de la municipalité élue. A Niamey, pour la première fois, l'UDN était majoritaire, sans toutefois avoir la majorité absolue, face au PPN-RDA dont Boubou Hama était tête de liste. Les arbitres de la situation étaient les 4 élus du Bloc nigérien d'action de Condat et d'Issoufou Djermaakoye. Ce dernier vint me trouver et me dit : « *A Zinder, vous avez la majorité absolue. Si nous vous apportons à Niamey les quatre voix qui vous permettront d'être élu maire, nous vous demandons en échange de nous laisser à Zinder la place de premier adjoint au maire.* » C'est ce qui se passa et je fus élu maire de Niamey alors que Boubou Hama tenait absolument à avoir la place.

Pour remonter le RDA au Niger, Paris avait envoyé, avant ces élections municipales, un nouveau gouverneur, Paul Bordier, qui refusa de ratifier mon élection. Pour résoudre le conflit, je me rendis à Paris avec Issoufou Djermaakoye. Nous rencontrâmes Gaston Defferre, ministre de la France d'outre-mer. Il nous renvoya à Houphouët-Boigny, alors ministre délégué à la Présidence du Conseil, chargé de la réforme constitutionnelle. Chez ce dernier, nous nous retrouvâmes avec la délégation du PPN-RDA. Houphouët-Boigny reconnut que l'on ne pouvait pas aller contre le suffrage universel et me demanda de prendre Boubou Hama comme premier adjoint. Cela était tout à fait dans la ligne des regroupements en cours et de la lettre ouverte que j'avais adressée le 7 juillet 1956 à Houphouët-Boigny et à Senghor.

Lamine Guèye était d'accord pour regrouper tous les partis socialistes africains. Issoufou Djermaakoye, qui était inscrit à la SFIO, le savait, moi pas. C'était dans cette optique qu'il m'avait proposé de voter pour nous à Niamey en échange de nos voix à Zinder.

L'idée d'un Mouvement socialiste africain correspondait à mes options. C'est pourquoi nous avons accepté de participer au Congrès constitutif du Mouvement du 10 au 13 janvier 1957 à Conakry. Au moment de l'élection du bureau, je recueillis le plus grand nombre de voix. Mais je préférais laisser le poste de secrétaire général à Barry III et je fus nommé secrétaire général adjoint, tandis que Lamine Guèye était président du Mouvement.

Jusque-là, contrairement à tout ce que l'on a dit et écrit, je n'avais eu aucune relation avec la SFIO. Ce n'est que lorsque je me rendis à Paris en février 1958 pour la première conférence de regroupement des partis qu'Issoufou Djermaakoye me présenta pour la première fois à Guy Mollet.

Comment en êtes-vous venu à la décision d'appeler vos compatriotes à voter « non » au référendum du 28 septembre 1958 ? Et pensez-vous que, sans l'action de l'administration coloniale, le « non » l'aurait emporté au Niger ?

Depuis juillet 1958, j'étais secrétaire général du Parti du regroupement africain qui, à son Congrès constitutif de Cotonou, avait opté pour l'indépendance immédiate. Cela m'engageait.

D'autre part, en tant que syndicaliste, j'avais des relations avec Sékou Touré. Ensemble nous avons créé l'UGTAN (Union générale des travailleurs d'Afrique noire) qui avait des positions progressistes, nationalistes et indépendantistes.

Après l'éclat entre le général de Gaulle et Sékou Touré à Conakry, j'ai demandé à ce dernier de venir me voir pour que, au niveau de l'UGTAN, nous arrêtions une position commune. Nous nous sommes retrouvés à Dakar le 27 août avec plusieurs dirigeants de la section sénégalaise de l'UGTAN dont Alioune Cissé et Seydou Diallo. Nous avons publié un communiqué dans lequel nous demandions au gouvernement français que soit reconnue, dans la Constitution, la possibilité, pour les États membres de la Communauté, d'accéder à l'indépendance. Si le gouvernement acceptait cela, nous appellerions à voter « oui ».

Quand nous vîmes Cornut-Gentille redescendre de l'avion où il avait pris place pour rentrer en France avec le général de Gaulle, nous avons pensé qu'il allait nous donner satisfaction. Je soupçonne une haute personnalité africaine qui allait être ministre du général de Gaulle de l'avoir dissuadé de la faire. Les gaullistes avaient une position très tranchée : pour eux, indépendance équivalait à sécession. Et plus nous insistions, plus ils durcissaient leur attitude, convaincus que nous allions « caler ». Mais pour nous, ce n'était pas de l'opportunisme, mais une position de principe que le chantage gaulliste a renforcée.

Sékou Touré était sûr d'être suivi par son pays. Mais il ne voulait pas être seul. Il m'a entraîné. Ensemble nous avons affirmé que, si nos pays devenaient indépendants, nous ouvririons immédiatement des négociations avec la France pour rester dans l'ensemble français.

Il est évident que, si l'administration ne s'en était pas mêlée, au Niger, nous aurions eu une majorité de « non ». Personne ne peut le contester. Et d'abord, si l'administration n'avait pas voulu nous empêcher de gagner, elle n'aurait pas changé le gouverneur. Celui que nous avions, Louis Rollet, était correct. Les rapports que nous avions étaient faits de respect mutuel. Dans quelles conditions a-t-il été changé ? Georges Chaffard l'a rapporté dans le deuxième tome des *Carnets secrets de la décolonisation* (pp. 269, 273 et 277). Il le tenait sans doute de Rollet lui-même.

L'administration a donc pris ses dispositions pour empêcher que le « non » l'emporte. Des gens qui n'ont aucune raison d'avoir de la sympathie pour le Sawaba et pour moi l'ont dit. En ce qui concerne le truquage des élections, j'ai rapporté le témoignage de Mgr Tchidimbo qui a eu ses renseignements ailleurs qu'auprès de moi (je ne suis même pas sûr de l'avoir jamais rencontré). Dans son livre *Les Français en Afrique noire*, Pierre Biarnès écrit (p. 349) : « En fait, l'institution de la Communauté n'avait pas été aussi facile et n'était pas aussi irréversible que pouvait le laisser supposer une approbation à plus de 90 % par des électeurs qui, comme ceux de Guinée, se seraient tout aussi bien prononcés contre elle dans la même proportion si leurs leaders le leur avaient demandé — et si l'administration française encore en place ne s'en était pas mêlée, comme cela avait été le cas au Niger, où Djibo Bakary, qui avait lui aussi appelé à voter "non", avait été désavoué (à l'instigation de ceux qui, à Paris, rêvaient alors de détacher le Sahara de l'Algérie révoltée). »

J'ajoute que Biarnès aurait pu préciser que des personnalités marquantes envoyées au Niger pour épauler Colombani m'avaient répété qu'il fallait être fou pour penser que la France allait accepter de laisser partir à l'indépendance un pays qui avait 1 500 km de frontière commune avec l'Algérie rebelle.

J'ai visité les régions du Sud algérien qui devaient faire partie de l'OCRS. J'ai déclaré à Alain Jacob, du *Monde*, que l'Algérie n'était pas réellement représentée à la commission de l'OCRS. Pour représenter le Niger, nous avons envoyé le président du Conseil de gouvernement (moi-même) et le président de l'Assemblée territoriale (Georges Condat), la Mauritanie en avait fait autant. Les délégués algériens étaient un vieil officier (de l'armée française) en retraite, Si Hamza Boubakeur, directeur de la Grande Mosquée de Paris et d'autres qui m'ont dit qu'ils ne savaient pas pourquoi ils étaient là... ! J'ai fait voter à l'Assemblée territoriale du Niger la résolution qui refusait de céder une portion de notre territoire à l'OCRS. L'opposition s'était ralliée à ma position et la résolution avait été votée à l'unanimité.

Pour le référendum, nous savions que nous ne le gagnerions pas à cause des manœuvres de l'administration. On nous l'avait dit clairement. Le chef du 2^e Bureau à Niamey avait dit à un de nos amis que toutes les dispositions étaient prises et que nous n'aurions pas les moyens de réussir. Colombani était un spécialiste de la fraude, il avait fait ses preuves à Dakar, notamment en empêchant la réélection de Lamine Guèye en 1951.

Borg, un Français grand conseiller de Côte d'Ivoire, a contacté le président de notre Assemblée territoriale pour lui dire de changer de camp parce que, de toute façon, tout était fini pour nous. Le président me l'a dit, il a eu peur, mais il n'a pas cédé, il a refusé de me trahir. Houphouët-Boigny a envoyé une colonne motorisée pour la campagne.

Ce sont des parachutistes d'Algérie qui m'ont arraché de ma voiture à Madaoua pour la remettre à Gabriel d'Aboussier. Nous n'avions pas les moyens de lutter contre des parachutistes. Bernard Cornut-Gentille, Pierre Messmer, tout le monde était au courant de ce qui se passait au Niger.

Dans les villes, les gens ont pu voter librement. Mais les populations des campagnes étaient terrorisées. Il y a eu des barrages pour empêcher les électeurs d'aller voter. Dans ces conditions, il était inévitable que le « oui » l'emporte au Niger.

Propos recueillis par Joseph Roger de Benoist